

Le Directeur Général

Direction Générale

Mission Inspection Contrôle Réclamations

Affaire suivie par : [REDACTED]

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Réf : IC-0224-2104-D

PJ : tableau des mesures administratives

Date : 23 février 2024

RAR : 1A 204 668 8756 4

Le Président du Conseil départemental

Direction Générale des Services

Départementaux

Direction Générale Adjointe pour le

Développement des Solidarités Humaines

Maison Départementale de l'Autonomie

Service des Etablissements Médico-

Sociaux

Affaire suivie par : [REDACTED]

Tél. : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

**Objet** : transmission du tableau des mesures administratives: Ehpad les Jardins de Saint Charles

Madame la directrice,

Votre établissement a fait l'objet d'une inspection conjointe et inopinée sur site le 8 aout 2023. Le rapport d'inspection accompagné du tableau des mesures envisagées vous a été notifié le 16 novembre 2023.

Dans le cadre de la phase contradictoire, vos éléments de réponse communiqués par courriel le 15 décembre 2023 ont été analysés par nos services.

Il ressort de l'examen des documents produits que des mesures correctives ont été mises en œuvre afin d'améliorer la prise en charge des résidents ce qui a permis à ce stade de la procédure de conserver 2 injonctions, 2 prescriptions et 6 recommandations.

La procédure contradictoire est désormais clôturée et les mesures administratives vous sont notifiées dans le tableau annexé. Le délai de mise en œuvre de ces décisions court à compter de la notification de la présente.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, ces décisions sont susceptibles de faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la réception devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le suivi des mesures administratives sera assuré par la délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé [REDACTED] et le Conseil départemental des Alpes-Maritimes [REDACTED]. Nous vous demandons de leur adresser, aux différentes dates d'échéance, le



tableau de suivi des mesures administratives complété par vos soins sous format Word et PDF, assorti des pièces justificatives.

Un contrôle sur site pourra être réalisé afin de vérifier la mise en œuvre effective des mesures correctives.

Nous vous rappelons enfin que le rapport d'inspection et les décisions prises font partie des documents administratifs communicables aux tiers au sens des articles L311-1 et L300-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Nous vous prions d'agréer, Madame la directrice, l'expression de notre considération distinguée.

Le Directeur Général de l'ARS PACA

Pour le Président  
et par délégation  
le Directeur de la Maison  
Départementale de l'Autonomie

[Signature]

[Signature]